

COMMISSION DE
L'INFRASTRUCTURE, DES
COMMUNICATIONS ET DES
ENTREPRISES PUBLIQUES

du

MARDI 01 FÉVRIER 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
INFRASTRUCTUUR, HET
VERKEER EN DE
OVERHEIDSBEDRIJVEN

van

DINSDAG 01 FEBRUARI 2011

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 25 par Mme Maggie De Block, présidente.

01 Question de M. Raf Terwingen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la rétention des données" (n° 1298)

01.01 **Raf Terwingen** (CD&V): Plusieurs pays travaillent à la transposition de la directive européenne concernant la conservation de données relatives aux communications et de données de localisation.

Comment l'IBPT veillera-t-il au respect des mesures de référence? Quelles recommandations le ministre a-t-il transmises à la Commission européenne après l'évaluation? Quelle a été la position belge quant à l'évaluation et la révision de la directive sur la rétention de données? Quels sont les résultats de l'étude sur le calcul du prix de revient qui avait été annoncée? Où en sont les pourparlers avec les opérateurs sur la facture globale de l'obligation de collaboration aux enquêtes judiciaires? Dans d'autres pays, les frais des écoutes sont à charge des opérateurs.

01.02 **Vincent Van Quickenborne**, ministre (*en néerlandais*): Le contrôle du respect de la liste des mesures de référence ne ressortit pas aux compétences de l'IBPT. Le nouvel article 13a de la directive-cadre doit être transposé avant mai 2011. Le texte en projet prévoit une interaction entre l'IBPT et la Commission de la protection de la vie privée. Ce texte sera soumis prochainement à une consultation publique.

Le SPF Justice a fourni une série d'éléments à la Commission européenne concernant l'utilisation de données qui sont conservées sur la base de la directive sur la rétention de données.

Étant donné que cette directive n'était pas inscrite à l'ordre du jour de la présidence belge dans ma section Télécommunications, aucune position n'a été prise en la matière. La consultation a montré que pour une série de produits de rétention de données, les cotisations payées par les autorités peuvent être revues à la baisse. De même, l'utilisation de processus efficaces permettra de compresser davantage les coûts.

À la suite de la consultation, l'IBPT participe à un groupe de travail avec les services judiciaires, la Sûreté de l'État et les opérateurs. Ce groupe de travail traite de la rétention de données et de l'obligation de coopération des opérateurs. Des réunions ont eu lieu le 17 novembre, le 2 décembre et le 15 décembre 2010. D'autres réunions seront prévues en fonction des nécessités.

Le ministre de la Justice soumettra bientôt au Conseil des ministres un nouvel arrêté royal réglant l'obligation de coopération des opérateurs. L'Institut élaborera aussi un nouveau modèle des coûts tenant compte des nouvelles obligations que la transposition de la directive sur la rétention de données entraînera pour les

opérateurs. Ces nouvelles obligations concernent les services basés sur l'IP en particulier.

Dans ce dossier, le SPF Justice dirige les opérations et nous lui fournissons une assistance. La Justice est responsable devant le Parlement de la transposition de la directive sur la rétention de données.

01.03 Raf Terwingen (CD&V): Je poserai la même question au ministre de la Justice.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 1497 et 1498 de M. Van den Bergh sont retirées.

02 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le statut des fonctionnaires de l'ancien service Redevances radio et télévision" (n° 1619)

02.01 Peter Dedecker (N-VA): Les membres du personnel précédemment mis à la disposition des Communautés et des Régions pour le recouvrement de la redevance radio et télévision ont fait l'objet d'une nouvelle désignation au sein des services publics fédéraux, tels que les SPF Justice, Sécurité sociale et Finances. L'IBPT a continué à payer les traitements, sans que ces dépenses ne soient compensées.

Parmi ces fonctionnaires, combien sont aujourd'hui encore employés auprès de services publics? Quelles sont leurs tâches? Qui paie leur traitement?

Il s'agissait initialement d'une mesure vouée à l'extinction. Comment le ministre explique-t-il que les coûts salariaux de l'IBPT ont augmenté de 5 millions d'euros en 10 ans? Quelle proportion de ce montant est remboursée par les services publics où ces fonctionnaires sont employés? S'est-on attelé, sous la précédente législature, au transfert définitif de ces agents vers les services publics pour lesquels ils travaillent?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Au 1^{er} janvier 2011, ces fonctionnaires étaient encore au nombre de 124, soit une diminution de plus d'un quart par rapport à 2004.

Leurs tâches dépendent du service où ils sont employés. Il s'agit essentiellement de tâches administratives aux SPF Finances, Sécurité sociale et Justice. Les coûts salariaux des agents affectés à certains services publics dans le cadre du régime de mobilité sont facturés trimestriellement à ces services. Les autres agents ont été mis à la disposition de services publics déterminés par le biais d'un arrêté royal et leurs coûts salariaux ne sont pas remboursés.

Il y a lieu d'établir une distinction entre les frais de personnel de l'IBPT et les frais inhérents à l'ancien personnel du service Redevances radio et télévision. Ces frais sont d'ailleurs mentionnés séparément dans le budget de l'IBPT à titre de frais consentis pour le compte des autorités fédérales. L'Inspection et la Cour des comptes acceptent cette méthode. Les frais de personnel de l'IBPT lui-même ont augmenté pour diverses raisons, tandis que les frais consentis pour les fonctionnaires concernés ont diminué, passant d'environ 6,5 millions d'euros en 2003 à 4,2 millions d'euros en 2010.

Au troisième trimestre de 2010, un montant de 412 000 euros a été facturé pour les fonctionnaires néerlandophones et un montant de 49 259 euros pour les fonctionnaires francophones.

Le Conseil des ministres du 31 décembre 2006 a décidé de s'informer auprès des services concernés sur leur intérêt pour un transfert définitif de ces fonctionnaires. Ils ont manifesté peu d'intérêt en ce sens. Les fonctionnaires concernés ont généralement déjà un certain âge et les services qui ne doivent pas rembourser les charges salariales souhaitent évidemment qu'il en demeure ainsi. Le chapitre de l'arrêté royal de 2007 relatif à la mobilité d'office a également été rendu applicable aux fonctionnaires concernés, mais sans davantage de résultat. Des négociations sont menées avec le SPF Finances depuis début 2009 en vue du transfert de 27 membres du personnel. Ce transfert devant encore faire l'objet d'une loi et des arrêtés d'exécution requis, l'échéance a été fixée à fin 2011.

Le transfert de ces fonctionnaires est réglé par le SPF Personnel et les diverses administrations. En tant que ministre, mon influence est assez limitée.

02.03 Peter Dedecker (N-VA): Les frais de personnel relatifs à ces fonctionnaires ne sont-ils alors plus pris en charge par l'IBPT, ainsi qu'il a été mentionné dans le rapport annuel?

02.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Les frais de personnel de l'IBPT et les frais de personnel des fonctionnaires de l'ancien service Redevances radio et télévision sont estimés séparément.

02.05 Peter Dedecker (N-VA): J'espère qu'il y aura une amélioration de la situation vers la fin de l'année. Apparemment, le ministre ne peut pas changer grand-chose.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les micro-ondes" (n° 1819)

03.01 Peter Dedecker (N-VA): Les micro-ondes et les connexions sans fil à des fins privées sont des matières régies par l'arrêté royal du 18 décembre 2009. Cet arrêté fixe l'attribution de la fréquence et les droits d'utilisation y afférents. Le coût de ces droits d'utilisation dépend de la fréquence porteuse et de la largeur de bande attribuée.

Une étude réalisée par le bureau réputé Analysys Mason a montré que les tarifs en Belgique sont les plus élevés d'Europe, jusqu'à 30 % plus élevés qu'en France et jusqu'à quatre fois plus élevés que ceux des autres États membres de l'Union européenne.

Le coût de telles micro-ondes concerne essentiellement les opérateurs mobiles qui ne disposent pas d'un réseau fixe et doivent donc se battre dans notre pays contre un opérateur historique dominant. À la suite d'une réduction des tarifs pour les micro-ondes, la position de marché des nouveaux acteurs peut être renforcée par rapport à celle de l'opérateur historique.

De quel spectre l'IBPT dispose-t-il pour l'attribution de fréquences de radiocommunications privées? De quelle largeur de bande s'agit-il?

Combien ont déjà été attribuées et combien sont encore libres? Quelle partie est attribuée à des réseaux radiophoniques fixes et quel en est le rendement total?

Le ministre partage-t-il l'analyse du bureau Analysys Mason qui estime qu'une diminution des tarifs pourrait stimuler la concurrence sur le marché mobile?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Les bandes de 146 à 174 MHz et de 410 à 470 MHz sont attribuées à la radiocommunication privée.

Les faisceaux hertziens et les micro-ondes sont utilisés dans la majorité des applications pour les liaisons d'alimentation des stations de base des opérateurs mobiles publics. Un aperçu des bandes qui ont été attribuées au service fixe peut être consulté sur le site internet de l'IBPT.

Les bandes principales pour les faisceaux hertziens se situent à 6, 7, 8, 15, 18, 24, 26, 28 et 38 GHz. Il est difficile de faire une estimation de la partie encore disponible. L'augmentation de la disponibilité est proportionnelle à l'augmentation de la fréquence.

L'IBPT constate toutefois qu'il n'y a provisoirement pas de pénurie de fréquences attribuables au niveau des bandes de fréquence supérieures. Les fréquences disponibles pour les futurs réseaux 3G et 4G se situent plus particulièrement au niveau des bandes supérieures à 20.

Les montants facturés pour les faisceaux hertziens en 2008, 2009 et 2010 s'élèvent respectivement à 5,2 millions d'euros, à 6,1 millions d'euros et à 7 millions d'euros.

Lors de la préparation de l'arrêté royal, j'ai demandé l'avis de l'IBPT. Ce dernier a désigné Analysys Mason

qui a recommandé une réduction des tarifs. L'IBPT m'a ensuite transmis cette recommandation et j'ai concrétisé l'avis en une légère réduction des tarifs. L'objectif est de réduire encore davantage les tarifs, mais cette décision ne peut être prise en période d'affaires courantes.

Le droit annuel couvre une partie considérable des coûts d'exploitation globaux pour le faisceau hertzien. Je partage l'analyse selon laquelle les droits élevés entravent la position concurrentielle de certains opérateurs. Les tarifs sont en baisse.

03.03 Peter Dedecker (N-VA): Pourquoi le ministre n'a-t-il pas appliqué une importante réduction de prix?

03.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Parce qu'un consensus doit être trouvé au sein du gouvernement et nous étions isolés.

03.05 Peter Dedecker (N-VA): J'espère que le prochain gouvernement s'y attellera. J'estime que la formule privilégiant la largeur de bande disponible est plus intéressante qu'une formule comportant un prix fixe.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Rita De Bont au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le quatrième opérateur gsm" (n° 1895)

04.01 Rita De Bont (VB): Un quatrième opérateur de téléphonie mobile sera actif en Belgique à partir du mois d'avril ou de mai 2011, de sorte que nous assisterons à une multiplication du nombre de gsm et d'antennes. Or des indices de plus en plus précis viennent appuyer la thèse de la nocivité des rayonnements électromagnétiques nécessaires à l'utilisation des gsm. Par mesure de précaution, les scientifiques et le monde médical appellent à un abaissement significatif du niveau des rayonnements autorisés. Nous sommes en effet de plus en plus confrontés au syndrome dit des micro-ondes, dont les symptômes sont des insomnies, des maux de tête, des troubles de comportement, une tension élevée, une diminution de la libido, l'apparition de maladies cardio-vasculaires voire même, des modifications de l'ADN susceptibles d'augmenter le nombre de cancers. Les mouvements de protestation fréquents montrent également que le citoyen n'est pas favorable au placement d'antennes supplémentaires.

Pourquoi n'abaisse-t-on pas le niveau du rayonnement autorisé par mesure de précaution? Si un quatrième opérateur est tout de même admis sur le marché, ne pourrait-on pas l'obliger à utiliser les réseaux existants?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Dans le programme de la VRT "*Ook getest op mensen*" (testé aussi sur des sujets humains), un Flamand lambda a été suivi pendant toute une journée et tous les rayonnements auxquels il a été exposé au cours de cette journée ont été enregistrés au moyen d'instruments de mesure. Ce programme a permis de démontrer que le niveau de rayonnement existant dans une habitation lambda reste très en dessous de la norme de sécurité. De même, les valeurs mesurées à proximité des antennes gsm les plus proches se sont avérées nettement inférieures à la norme de sécurité et, pour les gsm eux-mêmes, le taux d'absorption s'est avéré 2,4 fois inférieur à la norme internationale. La prudence est effectivement de mise mais les normes qui sont imposées par les Régions en Belgique sont sensiblement plus sévères que ce que nous impose l'Organisation Mondiale de la Santé.

Dans le cadre de l'attribution d'une quatrième licence, toutes les antennes et opérations supplémentaires devront bien sûr respecter rigoureusement les normes de sécurité. Nous devons permettre à un quatrième opérateur d'intervenir sur notre marché de la téléphonie mobile, non pas pour faire rentrer plus d'argent dans les caisses de l'État mais pour rendre ce marché plus compétitif. Je m'imaginais que Mme De Bont se réjouirait de cette concurrence accrue mais ce n'est manifestement pas le cas.

Au demeurant, le produit de cette vente aux enchères n'a pas encore été inscrit dans le budget 2010 ni dans celui de 2011.

04.03 Rita De Bont (VB): J'ai également posé cette question à Mme Onkelinx parce que j'estime qu'en la matière, il importe de considérer les aspects financiers mais aussi les aspects liés à la santé. Je n'accorde pas foi à toutes les publications et à toutes les études traitant des rayonnements gsm mais je demande qu'en cas de doute, il soit fait application du principe de précaution. Par ailleurs, il faut aussi considérer les facteurs

géopolitiques. La Chine se dit prête à investir dans un opérateur de téléphonie mobile supplémentaire mais elle n'est pas pour autant disposée à nous vendre les matières premières nécessaires à cette fin. Nous devons tout de même veiller à ne pas devenir trop dépendants de la Chine.

L'incident est clos.

05 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le tarif beaucoup trop élevé pour l'envoi de SMS en Belgique" (n° 2048)

05.01 Peter Logghe (VB): L'échange de SMS est trop onéreux en Belgique. Telles sont également les conclusions d'une étude de la VUB, mais les opérateurs de téléphonie mobile se retranchent derrière le montant élevé des frais de personnel et d'entretien des réseaux pour maintenir les tarifs à un niveau élevé.

Quel est le coût moyen d'un SMS sur le territoire belge? Combien de SMS sont-ils envoyés gratuitement? Pourquoi un SMS national coûte-t-il 15 eurocents alors qu'un texto envoyé de la France vers la Belgique ne coûte que 13 eurocents? Quelles mesures concrètes sont-elles en préparation pour réduire le coût des SMS nationaux? Quelles difficultés le ministre rencontre-t-il pour prendre des mesures éventuelles? Quelles sont les entraves? Quelle concertation est prévue?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Il est erroné d'affirmer que l'envoi d'un SMS ne coûte quasiment rien à l'opérateur. Le coût est en effet peu élevé et moins élevé que ce que paie le client. Le prix de 15 eurocents a été évoqué mais certaines offres proposent l'envoi de dizaines de milliers de SMS pour 15 euros. Il appartient donc au client de faire preuve d'esprit critique. S'il considère qu'il paie trop cher, il doit changer d'opérateur.

L'écart entre les montants cités de 13 et de 15 eurocents est dû au fait qu'à l'échelle européenne, un prix maximum est convenu entre les différents pays pour l'échange de SMS et les communications. L'effet pervers de cet accord est toutefois que quasiment tous les opérateurs demandent à peu près le prix maximum pour tous les SMS. L'envoi de SMS au prix de 2 ou 3 eurocents d'un pays à l'autre n'est plus proposé. Chaque opérateur a augmenté ses tarifs pour atteindre le prix maximum.

Il ne nous appartient pas d'imposer des prix. Les instances européennes interdisent de telles pratiques dans un marché ouvert. Bien que les dispositions européennes règlent directement les prix au détail pour le *roaming* de SMS entre deux pays, l'IBPT ne dispose de quasiment aucun recours pour fixer le prix des SMS nationaux. Le cadre réglementaire européen interdit en effet pour ainsi dire toute régulation directe des prix de détail. Seuls certains prix de gros, c'est-à-dire des prix fixés entre les grossistes, peuvent être régulés.

Le marché des SMS n'a pas été considéré par la Commission européenne comme un marché sur lequel le régulateur national peut appliquer des mesures *ex ante*. Il est vrai que les prix de détail sont encore trop élevés. Nous sommes dès lors favorables à une quatrième licence, qui sera mise aux enchères en mai 2011.

05.03 Peter Logghe (VB): Le ministre ne peut-il imposer de prix maximum?

05.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Nous ne pouvons régler les prix facturés au consommateur. Certaines familles politiques sont favorables à l'imposition de prix maxima, mais l'Europe ne le permet pas. Nous ne pouvons donc imposer des règles que dans le domaine des prix de gros, les prix que les opérateurs se facturent.

05.05 Peter Logghe (VB): Il appartient dès lors au consommateur de faire bien attention et de comparer les prix.

L'incident est clos.

06 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la terminaison de SMS" (n° 2098)

06.01 Peter Dedecker (N-VA): Les SMS restent coûteux.

Pourquoi l'IBPT n'a-t-il pris aucune initiative en ce qui concerne le marché des SMS *wholesale & retail*? Pourquoi n'y aurait-il pas de présomption de position dominante considérable sur le marché de terminaison des SMS? Cette position dominante a été constatée pour la terminaison vocale. L'IBPT a bien imposé des limites pour le *wholesale*. Pourquoi l'IBPT n'a-t-il pas réalisé une étude détaillée du marché et proposé des remèdes? Quelles actions l'IBPT peut-il entreprendre pour déterminer des tarifs utilisateurs finaux excessifs? Il s'est avéré que la diminution des tarifs de terminaison n'a pas été répercutée sur le prix final.

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'IBPT a déjà mené des études internes pour déterminer s'il est possible et opportun de réguler le marché des SMS. Aucune initiative concrète n'a été entreprise en raison des difficultés juridiques importantes que représentent pareilles interventions. La France est le seul pays à avoir adopté des dispositions régulatrices en matière de SMS. Un manque d'efficacité a été constaté. Les mesures régulatrices y sont restreintes au niveau du marché de gros.

La terminaison de messages SMS sur les réseaux mobiles s'apparente à la terminaison de messages vocaux sur ces mêmes réseaux. Toutefois, la Commission européenne n'a pas mentionné ce service *wholesale* de terminaison de messages SMS dans la liste des marchés qui entrent *a priori* en ligne de compte pour des mesures de régulation *ex ante* par les instances régulatrices nationales.

Il est possible de comparer les formules SMS en toute transparence sur le site internet meilleurtarif.be de l'IBPT. Enfin, il y a les enchères pour la quatrième licence mobile. Après la vente aux enchères de cette licence et de la licence 4G, l'opportunité et la possibilité d'une intervention régulatrice pour les différents types de SMS pourront éventuellement être réexaminées.

06.03 Peter Dedecker (N-VA): En dépit des importantes difficultés, la décision française est maintenue pour l'heure. La quatrième licence se traduira probablement par une diminution des tarifs pour les utilisateurs finaux. Cette licence n'aura toutefois aucun effet pour la terminaison de SMS à partir de certaines applications, comme le service d'achat d'un ticket de bus ou de tram. L'opérateur du client dispose d'un monopole sur son marché de distribution et de terminaison. À l'étranger, ce marché se développe bien davantage que chez nous.

06.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Il est exact que les prix des SMS sont relativement élevés pour certains services, parce que ceux-ci n'étaient proposés que par un seul opérateur jusqu'il y a peu. J'espère qu'à un moment donné, certains opérateurs attiseront également la concurrence dans ce domaine. Les accords entre opérateurs sont sévèrement sanctionnés par notre service de la Concurrence. Je pense que l'arrivée d'un quatrième opérateur, combinée à d'éventuels accords avec des *mobile virtual network operators*, pourrait générer une concurrence pour ces services spécifiques. Je n'ai pas l'impression qu'en France, les tarifs SMS pour les utilisateurs finaux soient significativement moins élevés que chez nous.

06.05 Peter Dedecker (N-VA): Espérons que de nouvelles initiatives seront prises après l'attribution de la quatrième licence.

L'incident est clos.

07 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les 'chargés de mission particulière' à l'IBPT" (n° 2295)

07.01 Peter Dedecker (N-VA): Deux postes de chargés de mission particulière ont été créés par l'arrêté royal du 16 novembre 2009 modifiant le statut administratif du personnel de l'IBPT. On avait déjà parlé alors de nominations politiques.

Le Conseil de l'IBPT a entre-temps décidé de nommer à nouveau, à partir du 1^{er} novembre 2010, MM. Denef et Van Bellinghen, anciens membres du Conseil, après que le Conseil d'État avait rejeté la requête en suspension du nouveau Conseil. Les deux intéressés peuvent désormais assister aux réunions du Conseil avec voix consultative et ont donc accès à toutes les informations confidentielles.

Le Conseil d'État avait relevé que le principe d'égalité avait éventuellement été violé en ce que la fonction de chargé de mission particulière n'était accessible qu'au personnel qui avait toujours exercé la fonction de

membre. En réalité, il s'agit d'un élargissement du Conseil de quatre à six membres et donc également d'une augmentation des coûts. De plus, l'équilibre linguistique n'a pas été respecté.

Pourquoi la décision de nomination ne figure-t-elle pas sur le site internet de l'IBPT? En quoi consiste l'ensemble des tâches de ces chargés de mission particulière? Quelle rémunération le président et les membres du Conseil ont-ils reçue en 2010? Que gagneront en 2011 les nouveaux chargés de mission particulière? Quel sera pour 2011 le coût total budgété du Conseil en 2011? Cet organe d'administration peut-il être organisé plus efficacement et à coût réduit, comme aux Pays-Bas?

Quel rapport existe-t-il entre les rémunérations du président de l'IBPT, les membres et les chargés de mission particulière, d'une part, et le fonctionnaire dirigeant du SPF Finances, d'autre part?

07.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'IBPT a été cité par l'*European Competitive Telecommunications Association* (ECTA) comme l'une des entreprises belges qui ont le plus progressé parce qu'il a enfin été mis un terme aux nominations politiques. KPN a aussi indiqué récemment que grâce à l'indépendance de l'IBPT, notre marché des télécommunications a enfin enregistré des progrès.

L'arrêté royal de 2007 ne définit pas de modalités spécifiques pour la désignation des chargés de mission. Celles-ci sont communiquées seulement au personnel. L'ensemble des missions qui sont confiées à un chargé de mission particulière est l'objet d'une description de mission. M. Van Bellinghen doit vérifier les aspects réglementaires et la compétence de l'IBPT en matière d'avis. Il s'agit en particulier de la préparation et de la rédaction de mesures légales et d'exécution en matière de communication et de poste électroniques. La mission de M. Denef se situe dans le domaine de la communication électronique. Il fournit des conseils en matière de stratégie pour le service universel et de réglementation annexe ainsi que concernant l'exécution du service universel, à propos d'éléments tels que la désignation des prestataires, le financement, le contrôle et le tarif social. Enfin, il assiste les conseillers.

Les chargés de mission adressent des rapports mensuels à un supérieur, à savoir le membre du Conseil qui est compétent. Tous les membres du personnel de l'IBPT, y compris les chargés de mission, ont accès à des informations confidentielles et à des secrets d'affaires. Ils sont tenus au respect du secret professionnel.

La loi de 2003 stipule que les chargés de mission particulière assistent aux réunions du Conseil avec voix consultative. Le Conseil peut en outre inviter des experts externes. Les chargés de mission particulière et les experts externes sont tenus aux mêmes règles que celles applicables aux membres indépendants et n'ont donc pas voix délibérative.

Le traitement annuel brut du président du Conseil a été fixé à 182 780,91 euros, celui des membres à 151 224,72 euros. Les membres du Conseil touchent aussi un pécule de vacances, ainsi qu'une prime de fin d'année. Pour la cotisation à la pension, un versement de 21,14 % de leur traitement brut est effectué pour eux, de même que 19,11 % pour les charges patronales. M. Denef reçoit une allocation évaluée à 52 569,77 euros et M. Van Bellinghen reçoit un montant de 60 300,03 euros. Un arrêté royal publié à l'automne 2009 reprend les montants de ces allocations.

Le coût total du Conseil de l'IBPT est évalué à 981 142 euros pour 2011. Tous les frais de fonctionnement sont assumés par les opérateurs de télécommunications et de services postaux. La comparaison avec le collègue OPTA aux Pays-Bas n'est pas possible, car les deux organes ont des compétences et une structure différentes.

Les fonctions de président et de membre du Conseil, comme toutes les autres fonctions similaires, ont fait l'objet de la pondération prévue par l'arrêté royal du 11 juillet 2001. Celle-ci se fait par l'application de treize critères définissant les exigences de fonction. La taille du service public ne figure pas parmi ces critères. Après pondération, les fonctions ont été ventilées en sept classes, bénéficiant chacune d'un traitement spécifique. Pour connaître le traitement du fonctionnaire dirigeant du SPF Finances, M. Dedekerckhove devra s'adresser au ministre Reynders. Le président de l'IBPT reçoit le traitement le plus élevé, les membres du Conseil le second plus élevé. Le statut du Conseil de l'IBPT prévoit que les rémunérations doivent être conformes aux normes en vigueur dans le secteur et aux rémunérations payées par des instances similaires.

07.03 Peter Dedecker (N-VA): La fin des nominations politiques à l'IBPT et la création d'un Conseil indépendant constituent certes de grands progrès. Je m'interroge néanmoins sur la nomination de ces deux personnes. Pourquoi cette nomination n'a-t-elle pas été annoncée sur le site internet? Si une telle communication n'est pas obligatoire, la procédure en serait devenue plus transparente. Pourquoi a-t-on prévu une répartition des tâches spécifique pour les deux intéressés? Pourquoi les quatre membres du Conseil n'assument-ils pas, comme auparavant, ces missions? Je ne vois aucune raison pour maintenir le concept des chargés de mission particulière. Le recours à cette fonction coûte cher et est quelque part un retour en arrière.

L'incident est clos.

08 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le protocole IP, version 6" (n° 2299)

08.01 Peter Dedecker (N-VA): À la suite de l'augmentation du nombre de *smartphones* et autres appareils compatibles avec l'internet, les adresses IP seront bientôt épuisées. Pour remédier à ce problème, l'Internet Protocol Version 6 (IPv6) a été développé pour remplacer l'IPv4 trop limité. La Belgique est toutefois à la traîne dans le développement de cette nouvelle norme. Pour l'instant, seuls Belnet, l'AWT, la RTBF et Easyhost sont accessibles par le biais du protocole IPv6. Si des mesures ne sont pas prises rapidement, la croissance de l'internet belge sera menacée. Il s'agit d'un cercle vicieux: les fournisseurs d'accès internet belges ne se préoccupent pas de l'IPv6 parce que personne n'en fait la demande, alors que l'absence de demande est due au fait qu'il manque d'applications et de sites accessibles par le biais de l'IPv6. Les autorités publiques peuvent briser ce cercle vicieux par le biais de Belgacom.

À ce jour, Belgacom peut-elle déjà traiter un flux IPv6 international continu par le biais de Belgacom ICS? Des projets pilotes sont-ils déjà réalisés pour le développement de l'IPv6? Existe-t-il une offre IPv6 pour les clients professionnels ou résidentiels? Le ministre pense-t-il qu'en tant qu'entreprise publique, Belgacom doit jouer un rôle social pour renforcer notre caractère innovateur et la croissance de l'internet et du secteur informatique?

Selon les données de l'IBPT, nos opérateurs et fournisseurs de services de télécommunications sont-ils disposés à adopter l'IPv6? Quelles mesures l'IBPT peut-il prendre pour améliorer la position de l'IPv6 en Belgique? Les autorités publiques elles-mêmes sont-elles prêtes à adopter l'IPv6? Peuvent-elles jouer un rôle exemplaire dans la promotion de l'IPv6?

08.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Les questions relatives à Belgacom ne relèvent pas de ma compétence. Je ne peux dès lors pas y répondre.

J'attache bien sûr de l'importance à la mise en œuvre de l'IPv6. Les derniers chiffres ont été attribués, l'IPv4 a atteint ses limites.

Bien que l'IBPT n'y soit pas légalement habilité, l'institut suit attentivement le dossier par le biais de contacts réguliers avec DNS, Belnet, les fournisseurs d'appareils d'IPv6 et certains opérateurs. C'est surtout Belnet, le réseau universitaire, qui est étroitement impliqué et s'intéresse à la question depuis 2003. IPv6 est utilisé dans différentes écoles supérieures et universités, comme les universités de Mons et l'UCL. Je transmettrai dans un instant à la commission une liste des organisations qui appliquent actuellement IPv6. Il s'agit d'exploiter IPv4 de manière optimale et de le combiner avec IPv6.

À la suite de la question relative au rôle d'exemple des autorités publiques, j'ai demandé à Fedict d'amener nos administrations à introduire IPv6 dans les meilleurs délais.

08.03 Peter Dedecker (N-VA): Je me réjouis de l'initiative qu'a prise le ministre à l'égard de Fedict. Le problème est que le client résidentiel n'est pas du tout prêt pour IPv6. À mon estime, les autorités publiques ont ici un rôle à jouer. J'attends avec grand intérêt la réponse de Mme Vervotte à mes questions à propos de Belgacom.

L'incident est clos.

09 Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "des coûts de transmission de données inattendus" (n° 2334)

09.01 Peter Dedecker (N-VA): L'acheteur d'un smartphone s'expose parfois à quelques surprises lorsque son plan tarifaire ne comprend pas l'internet mobile. Le SMS envoyé par certains opérateurs pour demander à l'utilisateur s'il désire activer cette fonction ne précise pas ce que signifie cette activation. Le consommateur ignore par exemple qu'un smartphone établit régulièrement une communication avec l'internet pour contrôler la présence de nouveaux courriels et que chez certains opérateurs, le tarif ordinaire pour l'échange de données est basé sur certains frais facturés par connexion et par unité de temps. Il arrive dès lors souvent que le consommateur doive payer des factures de télécommunication très élevées.

Nous pouvons comparer cette situation au plafond imposé par la Commission européenne pour les coûts d'itinérance en matière de transmission de données. La Commission a en effet fixé cette limite à 50 euros. L'opérateur doit avertir le client lorsqu'il approche à 80 % de cette somme, après quoi le client doit choisir explicitement de ne pas interrompre la communication.

Le ministre a-t-il connaissance du problème des coûts de transmission de données inattendus? Des plaintes ont-elles été enregistrées à l'Inspection économique ou au service de médiation pour les télécommunications? Le problème peut-il être résolu par l'instauration d'un système comparable à celui en vigueur pour l'itinérance en matière de transmission de données? Quelles démarches pouvez-vous entreprendre à cet égard dans le cadre des affaires courantes?

09.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Il s'agit effectivement d'un nouveau problème, qui est lié au développement de l'internet mobile. Dans son rapport annuel 2009, le service de médiation a déjà formulé des recommandations à l'égard des opérateurs et des consommateurs. Des règlements européens permettent aux opérateurs de limiter la consommation mensuelle de leurs clients depuis mars 2010; depuis juillet 2010, il est effectivement question d'un plafond de 50 euros. J'ai demandé à l'IBPT de se pencher sur le développement éventuel d'un tel système en Belgique dès lors que la loi transposant le cadre européen sera adoptée. Par ailleurs, nous avons déjà recommandé aux opérateurs de mieux informer leurs clients sur le prix des liaisons automatiques et des téléchargements et sur la manière de les éviter. L'organisation d'une campagne d'information spécifique est envisagée. Quoi qu'il en soit, la presse a déjà mis en garde le consommateur contre les risques.

09.03 Peter Dedecker (N-VA): Il est rassurant de constater que la Belgique prendra des mesures. Le smartphone est à la mode. Il convient d'éviter que le consommateur ne soit confronté à des surprises désagréables.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Meyrem Almaci au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le coût du paiement du stationnement par SMS" (n° 2353)

10.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Les tarifs appliqués au paiement du stationnement par SMS comprennent le coût du service proprement dit – le stationnement – et le coût des SMS. En dépit de la convention conclue avec les opérateurs gsm, les coûts relatifs aux SMS ne sont pas toujours transparents.

Pourquoi faut-il s'enregistrer explicitement sur le site de l'exploitant des espaces de stationnement? Ces données sont-elles transmises à des tiers à des fins de marketing? Les consommateurs sont-ils informés de cette pratique?

10.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): En vertu de la loi du 6 avril 2010, le gestionnaire du système de stationnement est tenu d'informer le consommateur. Il doit également respecter les codes de conduite auxquels il a souscrit, telles les directives GOF (*GSM Operator's Forum*) en ce qui concerne les services SMS et MMS. L'article b, 2. 3 dispose entre autres que le prix d'achat doit être mentionné dans toutes les annonces publicitaires et les promotions publiques. Un arrêté royal, qui définira un code d'éthique pour les services concernés, confirmera ces obligations dans le futur.

J'estime que le niveau de transparence actuel est parfois insuffisant. On ne voit pas toujours clairement

comment les consommateurs peuvent limiter les coûts par le biais de certaines confirmations de paiements. J'ai demandé à l'IBPT et au SPF Économie de conclure des accords avec les opérateurs et les prestataires de services afin par exemple de préciser l'utilisation du paiement du stationnement par SMS dans les premiers SMS que les personnes reçoivent ou sur les bornes de stationnement.

En cas d'utilisation du paiement du stationnement par SMS chez Proximus, la facture sera imputée par Proximus. Chez Mobistar et Base, l'imputation se fait par Mobistar et Base, d'une part, et l'opérateur de parkings, d'autre part. Un enregistrement est alors nécessaire.

Le prix constitue le problème majeur: 0,15 euro, c'est trop. Si cette situation ne change pas rapidement et si les opérateurs ne diminuent pas leurs tarifs, nous devons agir contre ce phénomène.

10.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Je me réjouis de cette réponse. Il devrait quand même être parfaitement possible que les autorités négocient le prix avec les exploitants du stationnement par SMS tout en précisant que le montant de 0,15 euro est excessif. La diffusion d'informations par le biais de SMS devrait être gratuite. Je me demande en outre dans quelle mesure les informations qui doivent être communiquées lors de l'enregistrement obligatoire peuvent être transmises à des tiers. Les autorités qui se servent d'applications SMS pour rendre les services accessibles doivent être conscientes de ce problème et s'assurer que les données ne peuvent être utilisées à des fins de *direct marketing*.

L'incident est clos.

La **présidente**: Mme Vervotte répondra à la question n° 2422 de M. Veys.

11 Question de M. Tanguy Veys au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle relatif aux tarifs sociaux des opérateurs de télécommunications" (n° 2423)

11.01 Tanguy Veys (VB): Depuis 2005, une directive européenne impose aux opérateurs de télécommunications d'appliquer des tarifs sociaux pour les clients moins nantis. Un fonds spécial a été constitué pour compenser le manque à gagner des opérateurs qui doivent appliquer proportionnellement plus de tarifs sociaux. En 2009, une proposition de modification de loi a été déposée et l'IBPT a interrogé le secteur à ce sujet. La problématique a été examinée en commission au mois d'octobre 2010.

En octobre 2010, la Commission européenne s'est tournée vers la Cour européenne de Justice parce que la Belgique n'a pas transposé la directive correctement.

La Cour constitutionnelle estime aujourd'hui que la Constitution n'a pas été respectée et a annulé ces dispositions légales. La Cour constitutionnelle estime que la méthode de calcul des compensations n'est pas correcte et se traduit par ailleurs par un avantage concurrentiel indirect pour Belgacom, précisément ce dont Base et Mobistar l'accusaient. La Cour constitutionnelle a saisi la Cour européenne d'une question préjudicielle à ce sujet. La Cour a estimé en octobre 2010 que lors du calcul du régime compensatoire, les autorités belges auraient dû tenir compte de la situation spécifique de chaque entreprise sur le marché. Elle a dès lors considéré que le principe d'égalité et de non-discrimination n'avait manifestement pas été respecté.

Compte tenu de la décision de la Cour constitutionnelle, des mesures ont-elles été prises? Dans l'affirmative, lesquelles? Dans la négative, pourquoi pas?

11.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): La réglementation relative au financement des tarifs sociaux par le biais d'un fonds fait l'objet de différentes procédures, tant auprès de la Cour européenne de Justice qu'auprès de la Cour constitutionnelle.

La Cour de Justice a prononcé deux arrêts à ce sujet le 6 octobre 2009, l'un à la suite d'une action de la Commission européenne et l'autre sur la base d'une question préjudicielle posée par la Cour constitutionnelle.

À la suite de ces deux arrêts, la Cour constitutionnelle a estimé la semaine dernière que le législateur a violé les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination en traitant tous les opérateurs de la même manière, constatant que la fourniture des services universels constitue une charge déraisonnable qui peut

être indemnisée pour chacun sans qu'il ait été procédé au calcul des coûts de réseau que cette charge entraîne pour chaque entreprise.

Aussi la Cour constitutionnelle a-t-elle annulé plusieurs articles.

Or, cette démarche ne remet pas pour autant en question le mécanisme des tarifs sociaux dans son ensemble. Il s'agit de revoir le seul mécanisme de financement au niveau des opérateurs. L'avant-projet de loi transposant le cadre réglementaire européen comporte déjà une proposition pour une nouvelle organisation de la régulation des tarifs sociaux qui tient compte des arrêts de la Cour de Justice et de la Cour constitutionnelle.

Nous avons procédé à une consultation du secteur, qui s'est étalée du 18 décembre 2010 au 31 janvier 2011. J'espère que le Parlement pourra rapidement examiner le projet, pour que celui-ci puisse entrer en vigueur au plus tard le 25 mai 2011.

11.03 Tanguy Veys (VB): L'arrêt a-t-il également des conséquences pour les tarifs?

11.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): Cela ne touchera pas les consommateurs.

11.05 Tanguy Veys (VB): Et les opérateurs de télécommunications?

11.06 Collaborateur du ministre (*en néerlandais*): Les factures que Belgacom aura pu transmettre aux opérateurs par le passé n'auront plus de fondement juridique. Il convient dès lors de mettre en place un nouveau système.

11.07 Tanguy Veys (VB): Est-il envisageable que Belgacom soit contraint à rembourser certaines sommes aux opérateurs?

11.08 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): L'effet au niveau des opérateurs devra être évalué avec les avocats des différentes parties. Il s'agissait essentiellement d'un conflit juridique.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 55.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door mevrouw Maggie De Block.

01 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "dataretentie" (nr. 1298)

01.01 Raf Terwingen (CD&V): In verschillende landen wordt gewerkt aan de omzetting van de EU-richtlijn inzake het bewaren van communicatie- en locatiegegevens.

Hoe zal het BIPT erop toezien dat de referentiemaatregelen worden nageleefd? Welke aanbevelingen heeft de minister na de evaluatie doorgespeeld aan de Europese Commissie? Welk standpunt nam België in inzake de evaluatie en herziening van de dataretentierichtlijn? Wat zijn de resultaten van de aangekondigde studie inzake kostprijsberekening? Hoe ver staan de gesprekken met de operatoren om de totale factuur van de medewerkingsplicht in gerechtelijke onderzoeken te bekijken? In andere landen vallen de kosten voor af luisteren ten laste van de operatoren.

01.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): Het toezicht op de naleving van de lijst van referentiemaatregelen behoort niet tot de bevoegdheden van het BIPT. De omzetting van het nieuwe artikel 13a van de kaderrichtlijn moet gebeuren vóór mei 2011. De ontwerp tekst voorziet in een interactie tussen het BIPT en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De tekst wordt binnenkort onderworpen aan een openbare consultatie.

De FOD Justitie heeft een aantal elementen bezorgd aan de Europese Commissie inzake het gebruik van data die op basis van de dataretentierichtlijn worden bijgehouden.

Omdat de richtlijn niet op de agenda stond van het Belgisch voorzitterschap in mijn afdeling Telecommunicatie werd hieromtrent geen stelling ingenomen. De consultatie toonde aan dat men voor een aantal dataretentieproducten de bijdragen die de overheid betaalt, kan verlagen. Ook kan men door het toepassen van efficiënte processen de kosten nog verder drukken.

Het BIPT neemt naar aanleiding van de consultatie deel aan een werkgroep met de gerechtelijke diensten, de Staatsveiligheid en de operatoren. Deze werkgroep behandelt dataretentie en de medewerkingsplicht van de operatoren. Er werd vergaderd op 17 november, 2 december en 15 december 2010. Verdere vergaderingen zullen worden gepland naar aanleiding van de noodwendigheden.

De minister van Justitie legt binnenkort een nieuw KB, dat de medewerkingsplicht van de operatoren regelt, voor aan de ministerraad. Tevens zal het instituut werken aan een nieuw kostenmodel dat rekening houdt met de nieuwe verplichtingen voor operatoren die voortvloeien uit de omzetting van de dataretentierichtlijn. De nieuwe verplichtingen spitsen zich in het bijzonder toe op IP-gebaseerde diensten.

In dit dossier heeft de FOD Justitie de leiding en verlenen wij assistentie. Justitie is in het Parlement verantwoordelijk voor de omzetting van de dataretentierichtlijn.

01.03 Raf Terwingen (CD&V): Ik zal de minister van Justitie dezelfde vraag stellen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1497 en 1498 van de heer Van den Bergh zijn ingetrokken.

02 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het statuut van ambtenaren van de voormalige dienst Kijk- en Luistergeld" (nr. 1619)

02.01 Peter Dedecker (N-VA): De personeelsleden die vroeger ter beschikking gesteld werden van de Gemeenschappen en Gewesten om het kijk- en luistergeld te innen, werden opnieuw aangesteld binnen de federale overheidsdiensten, zoals de FOD's Justitie, Sociale Zekerheid en Financiën. Het BIPT bleef instaan voor de uitbetaling van de lonen, zonder dat die uitgaven gecompenseerd worden.

Hoeveel van die ambtenaren worden vandaag nog tewerkgesteld bij overheidsdiensten? Wat zijn hun taken? Wie betaalt hen?

Aanvankelijk ging het om een uitdovende maatregel. Hoe verklaart de minister het feit dat de loonkosten voor het BIPT in 10 jaar tijd met 5 miljoen euro zijn gestegen? Hoeveel van dat bedrag wordt terugbetaald door de overheidsdiensten waar die ambtenaren tewerkgesteld zijn? Werd er de voorbije regeerperiode werk gemaakt van een definitieve overgang van deze ambtenaren naar de overheidsdiensten waarvoor zij werken?

02.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Op 1 januari 2011 waren er nog 124 ambtenaren tewerkgesteld. Dat is een vermindering met meer dan een kwart in vergelijking met 2004.

De taken die ze uitvoeren hangen af van de dienst waar ze tewerkgesteld zijn. Het gaat hoofdzakelijk om administratieve taken bij de FOD's Financiën, Sociale Zekerheid en Justitie. De loonkosten van de ambtenaren die via de mobiliteitsregeling ingezet zijn bij sommige overheidsdiensten, worden trimestrieel gefactureerd aan deze diensten. De overige ambtenaren werden via een KB ter beschikking gesteld van bepaalde overheidsinstellingen. Hun loonkosten worden niet terugbetaald.

Er is een onderscheid tussen de personeelskosten van het BIPT en die van het vroegere personeel van de dienst Kijk- en Luistergeld. Die kosten worden ook apart vermeld in de begroting van het BIPT als kosten die voor rekening van de federale overheid worden gemaakt. De Inspectie en het Rekenhof aanvaarden deze methode. De personeelskosten van het BIPT zelf zijn om verschillende redenen gestegen. De kosten die gemaakt werden voor de betrokken ambtenaren, zijn daarentegen gedaald van ongeveer 6,5 miljoen euro in 2003 naar 4,2 miljoen euro in 2010.

In het derde trimester van 2010 werd voor de Nederlandstalige ambtenaren 412.000 euro gefactureerd en voor de Franstalige ambtenaren 49.259 euro.

De ministerraad van 31 december 2006 besliste om bij de betrokken instellingen te peilen naar hun interesse om deze ambtenaren definitief over te hevelen. Er was daarvoor weinig interesse. De bewuste ambtenaren hebben meestal al een vrij hoge leeftijd en de instellingen die de loonkosten niet moeten terugbetalen, willen dat natuurlijk graag zo houden. Het hoofdstuk over de ambtshalve mobiliteit van het KB van 2007 werd ook van toepassing gemaakt op de betrokken ambtenaren, maar ook dit heeft niet tot resultaat geleid. Met de FOD Financiën worden sinds begin 2009 onderhandelingen gevoerd over de overdracht van 27 personeelsleden. Daarover moet nog een wet met de nodige uitvoeringsbesluiten worden opgesteld. De streefdatum hiervoor is einde 2011.

De regeling van de overdracht van dit personeel is een aangelegenheid tussen de FOD Personeel en de diverse administraties. Als minister heb ik daar weinig invloed op.

02.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Vallen de ambtenaren dan niet meer onder de personeelskosten van het BIPT zoals die in het jaarverslag genoteerd staan?

02.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De personeelskosten van het BIPT en de kosten van het vroegere personeel van de dienst Kijk- en Luistergeld worden apart begroot.

02.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Ik hoop dat er tegen het einde van dit jaar een verbetering zal komen. Blijkbaar kan de minister er weinig aan veranderen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "microwaves" (nr. 1819)**

03.01 **Peter Dedecker** (N-VA): De microwaves, de draadloze verbindingen voor privégebruik, worden geregeld door het KB van 18 december 2009. Dit besluit legt de toewijzing van het spectrum en de bijhorende gebruiksrechten vast. De kosten voor die gebruiksrechten worden gebaseerd op de draaggolffrequentie en de toegewezen bandbreedte.

Een studie van het gereputeerde onderzoeksbureau Analysys Mason wees uit dat de tarieven in België de hoogste van Europa zijn, tot 30 procent hoger dan in Frankrijk en tot vier keer zo hoog als die in de andere Europese lidstaten.

De kostprijs van dergelijke microwave links heeft vooral een impact op de mobiele operatoren die niet over een vast netwerk beschikken en in ons land dus moeten opboksen tegen een dominante historische operator. Door een verlaging van de tarieven voor microwaves kan de marktpositie van nieuwe spelers verstevigen ten opzichte van de historische operator.

Over welk spectrum beschikt het BIPT voor toewijzing voor private radiocommunicatie? Welke bandbreedte is dat?

Hoeveel daarvan is al toegewezen en hoeveel is nog vrij? Welk gedeelte is toegewezen aan vaste radionetwerken en wat is de totale opbrengst daarvan?

Deelt de minister de analyse van het onderzoeksbureau Analysys Mason dat een daling van de tarieven de concurrentie op de mobiele markt zou kunnen stimuleren?

03.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De banden van 146 tot 174 MHz en van 410 tot 470 MHz zijn aan de private radiocommunicatie toegewezen.

Straalverbindingen en microwaves worden in de meeste toewijzingen gebruikt voor voedingsverbindingen van de basisstations van publieke mobiele operatoren. Een overzicht van de banden die zijn toegewezen aan

de vaste dienst, staat op de website van het BIPT.

De voornaamste banden voor de straalverbindingen bevinden zich op 6, 7, 8, 15, 18, 24, 26, 28 en 38 GHz. Het is moeilijk om een schatting te maken van het gedeelte dat nog beschikbaar is. De beschikbaarheid neemt toe naarmate de frequentie toeneemt.

Het BIPT stelt wel vast dat er voorlopig geen tekort is aan toewijsbare frequenties in de hogere frequentiebanden. Vooral in de banden boven 20 zijn nog frequenties beschikbaar voor de toekomstige 3G- en 4G-netwerken.

De gefactureerde bedragen voor de straalverbindingen zijn in 2008 5,2 miljoen, in 2009 6,1 miljoen en in 2010 7 miljoen euro.

Bij de totstandkoming van het KB heb ik het BIPT om advies gevraagd. Dat heeft Analysys Mason aangesteld, dat een daling van de tarieven aanbevolen heeft. Het BIPT heeft dat daarop aan mij aanbevolen en ik heb het advies omgezet in een lichte prijsdaling van de tarieven. Een verdere daling is de bedoeling, maar in een periode van lopende zaken kan dat niet.

Het jaarlijkse recht beslaat een aanzienlijk gedeelte van de totale uitbatingskosten van de straalverbinding. Ik deel de analyse dat de hoge rechten nadelig zijn voor de concurrentiepositie van sommige operatoren. De tarieven dalen.

03.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Waarom heeft de minister geen forse prijsdaling doorgevoerd?

03.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Omdat daarover een consensus in de regering moet bestaan en we stonden alleen.

03.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Ik hoop dat de volgende regering er werk kan van maken. Ik denk dat een formule, waarbij gekeken wordt naar de nog beschikbare bandbreedte, interessanter is dan een formule met een vaste prijs.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de vierde gsm-operator" (nr. 1895)**

04.01 **Rita De Bont** (VB): In april of mei 2011 komt er in België een vierde gsm-operator bij, zodat er ook veel nieuwe gsm's en antennes zullen bijkomen. Er zijn echter steeds grotere aanwijzingen dat de elektromagnetische straling van gsm's schadelijk is en de wetenschappelijke en de medische wereld roepen op uit voorzorg het toegelaten stralingsniveau drastisch te verlagen. We krijgen immers steeds meer af te rekenen met het zogenaamde microgolfovensyndroom met symptomen als slapeloosheid, hoofdpijn, gedragsproblemen, hoge bloeddruk, verminderd libido, hart- en vaatziekten, tot invloed op het DNA, wat meer kankers zou veroorzaken. Uit regelmatig protest blijkt ook dat de burger geen vragende partij is voor de plaatsing van extra antennes.

Waarom wordt het toegelaten stralingsniveau niet uit voorzorg verlaagd? Als er toch een vierde operator zou worden toegelaten, kan deze dan niet worden verplicht om de al bestaande netwerken te gebruiken?

04.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): In het VRT-programma 'Ook getest op mensen' werd een gemiddelde Vlaming een hele dag gevolgd en werden met meetinstrumenten alle stralingen waaraan hij werd blootgesteld genoteerd. Zo bleek dat het stralingsniveau in de gemiddelde woning ver

onder de veiligheidsnorm blijft. Ook de metingen van de dichtstbijzijnde gsm-masten bleken ver onder de veiligheidsnorm te liggen en voor de gsm-toestellen lag de absorptie maar liefst 2,4 keer lager dan de internationale norm. We moeten inderdaad voorzichtig zijn, maar de normen die in België door de Gewesten worden opgelegd zijn heel wat strenger dan wat de Wereldgezondheidsorganisatie ons oplegt.

In het kader van het toewijzen van een vierde licentie zullen alle bijkomende antennes en operaties uiteraard de veiligheidsnormen strikt moeten respecteren. Er moet een vierde operator komen om meer concurrentie toe te laten, niet om meer geld in de staatskas te krijgen. Ik verwachtte dat mevrouw De Bont meer concurrentie zou toejuichen, maar blijktbaar is dat niet zo.

Het geld van deze veiling werd overigens nog niet in de begroting van 2010, noch in die van 2011 ingeschreven.

04.03 Rita De Bont (VB): Ik heb deze vraag ook aan mevrouw Onkelinx gesteld omdat er zowel naar de financiële als naar de gezondheidsaspecten moet worden gekeken. Ik geloof niet alle publicaties en studies over gsm-straling, maar ik vraag wel om het voorzorgsprincipe toe te passen wanneer er twijfel is. Anderzijds moet men ook naar de geopolitieke factoren kijken: China wil hier wel investeren in een extra gsm-operator, maar is niet bereid om de nodige grondstoffen daarvoor aan ons te verkopen. We moeten er toch voor zorgen niet te afhankelijk te worden van China.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het veel te dure tarief voor het versturen van sms-berichten in België" (nr. 2048)

05.01 Peter Logghe (VB): Het sms-verkeer is te duur in België. Tot dat resultaat komt ook een studie van de VUB, doch de gsm-operatoren verschuilen zich achter hoge personeels- en onderhoudskosten van de netwerken om de prijzen hoog te houden.

Wat is de gemiddelde kostprijs van een binnenlandse sms? Hoeveel sms-berichten worden er gratis verstuurd? Waarom kost een binnenlandse sms 15 eurocent terwijl een bericht vanuit Frankrijk naar België slechts 13 eurocent kost? Welke concrete maatregelen staan er op stapel om de prijs van binnenlandse sms'en te verlagen? Welke moeilijkheden ondervindt de minister eventueel om op te treden? Welke hindernissen zijn er? Welk overleg is er gepland?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Beweren dat het verzenden van een sms nauwelijks iets kost voor de operator, is niet juist. Die kosten zijn weliswaar laag en lager dan wat door de klant moet worden betaald. Men haalde de prijs van 15 eurocent aan, maar bij bepaalde aanbiedingen kunnen voor 15 euro tienduizenden sms'en worden verstuurd. Het is dus aan de klant om zich kritisch op te stellen. Als hij vindt dat hij te veel betaalt, dan moet hij van operator veranderen.

De spanning tussen de genoemde 13 en 15 eurocent is het gevolg van het feit dat er op Europees niveau tussen verschillende landen een maximumprijs is afgesproken voor sms-verkeer en voor gesprekken. Het perverse effect daarvan is echter dat zo goed als alle operatoren voor alle sms'en ongeveer de maximumprijs vragen. Sms'en tegen een prijs van 2 of 3 eurocent tussen verschillende landen bestaat niet meer. Iedereen verhoogde zijn prijs tot de maximumprijs.

Zelf kunnen wij geen prijzen opleggen. Europa verbiedt dat in een open markt. Hoewel het Europese

reglement rechtstreeks de retailprijzen voor roaming sms'en tussen twee landen regelt, heeft het BIPT bijna geen rechtsmiddelen om de prijs van de nationale sms'en te bepalen. Het Europese, regelgevende kader verbiedt immers zo goed als elke rechtstreekse regulering van de retailprijzen. Enkel bepaalde wholesaleprijzen, dus prijzen tussen de groothandelaars, kunnen worden gereguleerd.

De sms-markt werd niet in aanmerking genomen door de Europese Commissie als een markt waarop maatregelen ex ante door de nationale regelgevende instantie kunnen worden toegepast. De retailprijzen zijn inderdaad nog te hoog. Daarom willen wij een vierde licentie, die zal worden geveild in mei 2011.

05.03 **Peter Logghe** (VB): Mag de minister geen maximumprijs opleggen?

05.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Wij mogen de prijzen aan de consument niet regelen. Sommige politieke families zijn voor het opleggen van maximumprijzen, maar dat is niet toegelaten door Europa. Wij kunnen dus enkel op het niveau van de groothandelsprijzen, de prijzen die operatoren elkaar aanrekenen, reglementeren.

05.05 **Peter Logghe** (VB): Het is dus aan de consument om goed uit te kijken en prijzen te vergelijken.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "sms-terminatie" (nr. 2098)**

06.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Sms'en blijft vrij duur.

Waarom heeft het BIPT inzake de *wholesale* en *retail* sms-markt geen initiatief genomen? Waarom zou er geen vermoeden zijn van een aanmerkelijke machtspositie op de sms-terminatiemarkt? Die machtspositie werd vastgesteld voor spraakterminatie. Het BIPT heeft daar wel *wholesale* limieten opgelegd. Waarom heeft het BIPT geen gedetailleerde marktanalyse uitgevoerd en remedies voorgesteld? Welke acties kan het BIPT nemen om excessieve eindgebruikersprijzen te bepalen? Er is gebleken dat de daling van de terminatietarieven niet werd doorgerekend in de eindprijs.

06.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het BIPT heeft reeds interne studies verricht naar de mogelijkheid en de opportuniteit van regulering van de sms-markt. Wegens de grote juridische moeilijkheden van dergelijke ingrepen heeft dat niet tot concrete actie geleid. Enkel Frankrijk heeft regulerende besluiten aangenomen inzake sms'en. Daar heeft men een gebrek aan efficiëntie vastgesteld. Regulerende maatregelen zijn er beperkt tot het *wholesale* niveau.

De afgifte van sms-berichten op mobiele netwerken is verwant met de dienst voor gespreksafgifte op diezelfde mobiele netwerken. Toch heeft de Europese Commissie deze *wholesale* dienst voor sms-afgifte niet opgenomen in de lijst van markten die a priori in aanmerking komen voor reguleringsmaatregelen ex ante door de nationale regulerende instanties.

Op de website van de overheid, bestetarief.be, kan men sms-formules op een transparante manier vergelijken. Tevens is er de veiling van de vierde mobiele licentie. Na de veiling van die licentie en de 4G-licentie kunnen de opportuniteit en de mogelijkheid van een regulerend optreden voor de verschillende soorten sms'en eventueel nog eens worden bekeken.

06.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Ondanks de grote moeilijkheden houdt de Franse beslissing voorlopig nog altijd stand. De vierde licentie zal wellicht zorgen voor een daling van de tarieven voor de eindgebruikers. Die licentie zal echter geen soelaas brengen voor sms-terminatie vanaf bepaalde toepassingen, zoals de service om een bus- of tramticket te kopen. De operator van de klant heeft een monopolie op zijn afzet- en terminatiemarkt. In het buitenland ontwikkelt die markt zich een heel stuk feller dan bij ons.

06.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het klopt dat bij bepaalde diensten de prijzen van de sms'en vrij hoog liggen, omdat er tot voor kort maar één operator was die deze diensten aanbood. Ik hoop dat bepaalde operatoren op een bepaald ogenblik ook op dat terrein de concurrentieslag aangaan. Afspraken tussen operatoren worden hard aangepakt door onze dienst Mededinging. Als er een vierde operator komt en

als er eventueel ook afspraken kunnen worden gemaakt met *mobile virtual network operators*, kan er volgens mij in die specifieke diensten voor concurrentie worden gezorgd. Ik heb niet de indruk dat in Frankrijk de tarieven voor de eindgebruiker voor sms'en significant lager liggen dan bij ons.

06.05 **Peter Dedecker** (N-VA): Laten wij hopen op extra initiatieven na die vierde licentie.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over " 'bijzondere opdrachthouders' bij het BIPT" (nr. 2295)**

07.01 **Peter Dedecker** (N-VA): Door het KB van 16 november 2009 tot wijziging van het administratief statuut van de personeelsleden van het BIPT werden er twee functies van bijzondere opdrachthouder gecreëerd. Er werd toen al gesproken over politieke benoemingen.

De raad van het BIPT heeft ondertussen beslist om met ingang van 1 november 2010 de heren Deneef en Van Bellinghen – gewezen leden van de raad – opnieuw te benoemen, nadat de Raad van State hun verzoek afwees tot schorsing van de nieuwe raad. Beide heren mogen nu de vergaderingen van de raad bijwonen met raadgevende stem en hebben dus toegang tot alle vertrouwelijke informatie.

De Raad van State merkte op dat het gelijkheidsbeginsel mogelijk geschonden wordt, doordat de functie van bijzondere opdrachthouder beperkt wordt tot het personeel dat het ambt van lid reeds heeft uitgeoefend. In feite gaat het om een uitbreiding van de raad van vier naar zes leden en dus ook om een verhoging van de kostprijs. Daarnaast werd het taalevenwicht geschonden.

Waarom is het benoemingsbesluit niet terug te vinden op de website van het BIPT? Waaruit bestaat het takenpakket van deze bijzondere opdrachthouders? Wat was het salaris van de voorzitter en de leden van de raad in 2010? Wat zullen de bijkomende opdrachthouders in 2011 verdienen? Wat is de totale begrote kostprijs van de raad voor 2011? Kan dit bestuursorgaan efficiënter en goedkoper georganiseerd worden, zoals in Nederland?

Hoe verhouden de vergoedingen van de voorzitter van het BIPT, de leden en de bijzondere opdrachthouders zich met die van de leidend ambtenaar van de FOD Financiën?

07.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het BIPT werd door de *European Competitive Telecommunications Association* (ECTA) vermeld als een van de Belgische bedrijven dat het meest vooruitgang heeft geboekt, omdat er eindelijk komaf is gemaakt met de politieke benoemingen. Ook KPN zei onlangs dat dankzij de onafhankelijkheid van het BIPT eindelijk vooruitgang geboekt werd op onze telecommunicatiemarkt.

Het KB van 2007 legt geen specifieke wijze van bekendmaking vast voor de aanstelling van de opdrachthouders. Deze aanstellingen worden enkel bekendgemaakt aan het personeel. Het takenpakket van een bijzondere opdrachthouder wordt vastgelegd in een opdrachtbeschrijving. De heer Van Bellinghen moet de regelgevingsaspecten en de adviesbevoegdheid van het BIPT verifiëren. In het bijzonder gaat het over de voorbereiding en de opstelling van wetgevings- en uitvoeringsmaatregelen inzake elektronische communicatie en post. De opdracht van de heer Deneef situeert zich op het vlak van de elektronische communicatie. Hij adviseert over de strategie voor de universele dienst en de bijhorende regelgeving en de uitvoering van de universele dienst, zoals het aanwijzen van de aanbieders, de financiering, de controle en het sociaal tarief en staat de adviseurs bij.

De opdrachthouders rapporteren maandelijks aan een meerdere, namelijk het lid van de raad dat bevoegd is. Alle personeelsleden van het BIPT, inclusief de opdrachthouders, hebben toegang tot vertrouwelijke informatie en bedrijfsgeheimen. Zij zijn onderworpen aan het beroepsgeheim.

De wet van 2003 bepaalt dat de bijzondere opdrachthouders de vergaderingen van de raad bijwonen met raadgevende stem. De raad kan ook externe experts uitnodigen. De bijzondere opdrachthouders en de experts zijn onderworpen aan dezelfde regels als de onafhankelijke leden en hebben dus geen beslissende

stem.

De jaarlijkse brutowedde van de voorzitter van de raad werd vastgesteld op 182.780,91 euro en die van de leden van de raad op 151.224,72 euro. De leden van de raad krijgen ook vakantiegeld en een eindejaarstoelage. Als pensioenbijdrage wordt voor hen 21,14 procent van de brutowedde gestort en als patronale lasten 19,11 procent. De heer Deneef krijgt een toelage die geraamd wordt op 52.569,77 euro en de heer Van Bellinghen krijgt 60.300,03 euro. Die bedragen werden in het najaar van 2009 in een KB gepubliceerd.

De totale kostprijs van de raad van het BIPT voor 2011 wordt geraamd op 981.142 euro. Alle werkingskosten worden betaald door de telecom- en postoperatoren. Een vergelijking met het Nederlandse OPTA-college gaat niet op, omdat hun bevoegdheden en structuur verschillend zijn.

Zoals alle andere gelijkaardige functies werden de functies van voorzitter en lid van de raad onderworpen aan de weging vastgelegd in het KB van 11 juli 2001. Daarbij wordt gekeken naar de vereisten van de functie aan de hand van dertien criteria. De omvang van de overheidsdienst is geen criterium. Na weging werden de functies verdeeld in zeven groepen, die elk een bepaalde wedde toebedeeld krijgen. Welke wedde de leidend ambtenaar van de FOD Financiën krijgt, moet de heer Dedecker aan minister Reynders vragen. De voorzitter van het BIPT krijgt de hoogste wedde en de leden van de raad de op een na hoogste wedde. Het statuut van de raad van het BIPT bepaalt dat de vergoedingen in overeenstemming moeten zijn met de gangbare normen in de sector en die van vergelijkbare instanties.

07.03 Peter Dedecker (N-VA): Het einde van de politieke benoemingen bij het BIPT en een onafhankelijk samengestelde raad zijn zeker een grote vooruitgang. Ik stel mij echter vragen over de aanstelling van deze twee heren. Waarom werd hun aanstelling niet op de website gezet? Ook al is het niet verplicht, het zou wel veel transparanter zijn. Waarom bestaat er een specifieke taakverdeling voor beide heren? Waarom worden deze taken niet uitgevoerd door de vier leden van de raad, zoals vroeger? Ik zie geen enkele reden om geen einde te maken aan het concept van de bijzondere opdrachthouders. Ze kosten veel geld en de klok wordt voor een stuk teruggedraaid.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het IP-protocol, versie 6" (nr. 2299)

08.01 Peter Dedecker (N-VA): Door de toename van smartphones en andere internetcompatibele apparaten raken de IP-adressen uitgeput. Om hieraan tegemoet te komen werd het Internet Protocol Version 6 (IPv6) ontwikkeld, ter vervanging van het te beperkte IPv4. België hinkt echter achterop bij de uitrol van deze nieuwe standaard. Vooralsnog zijn enkel Belnet, het AWT, de RTBF en Easyhost bereikbaar via IPv6. Als er niet snel iets gebeurt, komt de groei van het Belgische internet in gevaar. Het probleem bevindt zich in een vicieuze cirkel: de Belgische service providers maken geen werk van IPv6 omdat er geen vraag naar is; dat er geen vraag is, ligt dan weer aan het gebrek aan applicaties en websites die bereikbaar zijn via IPv6. Via Belgacom kan de overheid deze vicieuze cirkel doorbreken.

Is Belgacom vandaag al in staat om via Belgacom ICS doorgaand internationaal IPv6-verkeer te behandelen? Zijn er al proefprojecten uitgevoerd voor de uitrol van IPv6? Is er een IPv6-aanbod voor professionele of residentiële klanten? Is de minister van mening dat Belgacom als overheidsbedrijf een maatschappelijke rol moet spelen om onze innovatie en de groei van het internet en de IT-sector te versterken?

Heeft het BIPT gegevens over de IPv6-readiness van onze telecomoperatoren en -dienstverleners? Welke maatregelen kan het BIPT nemen om de positie van IPv6 in België te verbeteren? Is de overheid zelf klaar voor de overgang naar IPv6? Kan zij een voorbeeldrol spelen in de promotie van IPv6?

08.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De vragen over Belgacom vallen niet onder mijn

bevoegdheid. Daar kan ik dus niet op antwoorden.

Ik hecht zeker belang aan de implementatie van IPv6. De laatste cijfers zijn toebedeeld, IPv4 zit aan zijn maximum.

Hoewel het BIPT hiervoor geen wettelijke bevoegdheid heeft, volgt het de problematiek met aandacht op via regelmatig contact met DNS, Belnet, de apparatuurtoeleveranciers van IPv6 en sommige operatoren. Vooral Belnet, het universiteitsnetwerk, is hierbij nauw betrokken en volgt de problematiek al sinds 2003. Verschillende hogescholen en universiteiten, zoals de universiteiten van Bergen en de UCL, passen IPv6 al toe; ik overhandig de commissie zo dadelijk een lijst van de organisaties die IPv6 al toepassen. Het komt erop aan IPv4 maximaal te benutten en te combineren met IPv6.

Naar aanleiding van de vraag over de voorbeeldfunctie die de overheid kan spelen, heb ik Fedict gevraagd om al onze administraties ertoe aan te zetten IPv6 zo snel mogelijk in te voeren.

08.03 Peter Dedecker (N-VA): Ik ben blij met het initiatief van de minister bij Fedict. Probleem is wel dat de residentiële klant helemaal nog niet klaar is voor IPv6. Volgens mij moet de overheid hier een rol spelen. Ik kijk uit naar het antwoord van minister Vervotte op mijn vragen over Belgacom.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "onverwachte datakosten" (nr. 2334)

09.01 Peter Dedecker (N-VA): Wie vandaag een smartphone koopt, komt wel eens voor verrassingen te staan wanneer zijn tariefplan niet voorziet in mobiel internet. Sommige operatoren sturen dan een sms met de vraag of de gebruiker deze functie wil activeren, maar daarmee weet de consument nog niet wat dit precies betekent. Hij weet bijvoorbeeld niet dat een smartphone regelmatig verbinding maakt met het internet om te controleren of er nieuwe e-mails zijn en dat het standaard datatarief bij sommige operatoren gebaseerd is op bepaalde kosten per verbinding per tijdseenheid. Vaak krijgt de consument dan ook heel hoge facturen.

We kunnen de vergelijking maken met de kosten voor dataroaming, opgelegd door de Europese Commissie. De Commissie heeft een limiet van 50 euro vastgelegd. De operator moet de klant waarschuwen als die limiet voor 80 procent wordt bereikt. De klant moet dan expliciet aangeven dat de verbinding niet mag worden verbroken.

Is de minister op de hoogte van het probleem van de onverwachte datakosten? Is hij op de hoogte van klachten bij de Economische Inspectie of de ombudsdienst van de telecomsector? Kan het probleem worden verholpen door de invoering van een systeem zoals voor de dataroaming en wat kan daartoe worden gedaan tijdens de lopende zaken?

09.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): Dit is inderdaad een nieuw probleem nu het mobiel internet zich verder ontwikkelt. Reeds in haar jaarverslag 2009 heeft de ombudsdienst aanbevelingen gedaan ten aanzien van de operatoren en consumenten. Er zijn inderdaad verordeningen die de operatoren vanaf maart 2010 de mogelijkheid geven om het maandelijks verbruik van hun klanten te beperken en vanaf juli 2010 ging het inderdaad om een maximumplafond van 50 euro. Ik heb het BIPT gevraagd om de mogelijkheid te onderzoeken om op Belgisch niveau zo'n systeem te ontwikkelen wanneer de wet tot omzetting van het nieuwe Europese kader zal zijn aangenomen. Bovendien hebben wij de operatoren al aanbevolen om hun klanten beter te informeren over de prijs van automatische verbinding en downloads en over de wijze waarop deze kunnen worden vermeden. Er wordt ook overwogen om een specifieke informatiecampagne te lanceren. De pers heeft de consument in elk geval al verwittigd voor de gevaren.

09.03 Peter Dedecker (N-VA): Het is een geruststelling dat België iets zal doen. De smartphone is hip. We moeten vermijden dat mensen voor onaangename verrassingen komen te staan.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Meyrem Almaci aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de tarieven van sms-betalingen voor parkeren" (nr. 2353)

10.01 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): De tarieven voor sms-betaling voor parkeren vallen uiteen in kosten voor de dienst zelf – het parkeren – en de kosten voor het sms'en. Hoewel er een convenant is gesloten met de gsm-operatoren, zijn deze laatste kosten niet altijd transparant.

Waarom moet men zich expliciet registreren op de site van de parkeeraanbieder? Worden gegevens doorgespeeld aan derden voor marketingdoeleinden? Zijn de mensen daarvan op de hoogte?

10.02 Minister Vincent Van Quickenborne (*Nederlands*): De beheerder van het parkeersysteem is verplicht de consument in te lichten krachtens de wet van 6 april 2010. Hij dient ook de gedragscodes na te leven die hij heeft onderschreven, zoals de GSM Operators' Forum-richtlijn (GOF) voor sms- en mms-diensten. Artikel b, 2. 3 bepaalt onder meer dat in alle advertenties en publieke promoties de prijs van de aankoop moet worden vermeld. Een toekomstig KB waarin een ethische code wordt vastgesteld voor de betrokken diensten, zal deze verplichtingen bevestigen.

Ik vind het huidige niveau van transparantie soms onvoldoende. Het is niet altijd even duidelijk hoe mensen de kosten kunnen beperken door uit te schrijven voor bepaalde betalingsbevestigingen. Ik heb aan het BIPT en aan de FOD Economie gevraagd om afspraken te maken met operatoren en dienstenaanbieders om bijvoorbeeld in de eerste sms die personen ontvangen of op de parkeerpalen ook expliciet het gebruik van sms-parkeren verder te verduidelijken.

Als men gebruik maakt van sms-parkeren via Proximus, dan wordt het sms-parkeren verrekend via de factuur van Proximus. Bij Mobistar of Base wordt er afgerekend tussen Mobistar en Base aan de ene kant en de parkeeroperator aan de andere kant. Een registratie is dan noodzakelijk.

Het grootste probleem is de prijs: 0,15 euro is te veel. Als dat niet snel verandert en de operatoren de prijzen niet laten dalen, dan zullen wij daartegen moeten optreden.

10.03 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!): Dit antwoord verheugt mij. Het moet toch perfect mogelijk zijn om als overheid met de aanbieders van sms-parkeren te onderhandelen over de prijs en duidelijk te maken dat 0,15 euro te veel is. Informatie-sms'jes moeten gratis zijn. Daarnaast vraag ik mij ook af in hoeverre de informatie die moet worden gegeven bij de verplichte registratie, doorgegeven kan worden. Overheden die sms-toepassingen gebruiken om diensten laagdrempelig te maken, moeten zich hiervan bewust zijn en ervoor zorgen dat gegevens niet voor direct marketing kunnen worden gebruikt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2422 van de heer Veys zal door minister Vervotte worden beantwoord.

11 Vraag van de heer Tanguy Veys aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de uitspraak van het Grondwettelijk Hof in verband met de sociale tarieven van de telecomoperatoren" (nr. 2423)

11.01 Tanguy Veys (VB): Een Europese richtlijn verplicht de telecomoperatoren sinds 2005 om sociale tarieven te hanteren voor minder goedgee klanten. Om operatoren die verhoudingsgewijze meer sociale tarieven moeten toepassen te compenseren, werd een speciaal fonds opgezet. In 2009 werd een voorstel tot wetswijziging ingediend en het BIPT heeft de sector daarover bevraagd. Dit alles werd in oktober 2010 in de commissie besproken.

De Europese Commissie trok in oktober 2010 naar het Europees Hof van Justitie omdat België de richtlijn niet correct heeft omgezet.

Het Grondwettelijk Hof vindt nu dat de Grondwet wordt geschonden en heeft die wettelijke bepalingen geschrapt. Het Grondwettelijk Hof oordeelt dat de berekeningsmethode voor de compensaties niet correct is en bovendien een onrechtstreeks concurrentievoordeel oplevert voor Belgacom, precies wat door Base en Mobistar werd aangeklaagd. Het Grondwettelijk Hof stelde daarover een prejudiciële vraag aan het Europees Hof. Het Hof oordeelde in oktober 2010 dat de Belgische overheid bij de berekening van de compensatieregeling rekening had moeten houden met de specifieke situatie van elk van de ondernemingen op de markt. Het Grondwettelijk Hof besliste daarop dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie wel degelijk geschonden is.

Werden, gelet op de uitspraak van het Grondwettelijk Hof, maatregelen genomen? Zo ja, welke? Zo neen, waarom niet?

11.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De reglementering inzake de financiering van de sociale tarieven via een fonds maakt het voorwerp uit van diverse procedures, zowel bij het Europees Hof van Justitie als bij het Grondwettelijk Hof.

Het Hof van Justitie heeft hierover op 6 oktober 2009 twee arresten gewezen, het ene naar aanleiding van een vordering door de Europese Commissie en het andere op basis van een prejustitiële vraag die door het Grondwettelijk Hof was gesteld.

Naar aanleiding van die twee arresten heeft het Grondwettelijk Hof vorige week geoordeeld dat de wetgever de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie in de Grondwet heeft geschonden door alle operatoren op dezelfde manier te behandelen, door vast te stellen dat de levering van de universele dienst een onredelijke last vormt die voor iedereen kan worden vergoed zonder de nettokosten te hebben berekend die deze last voor elke onderneming met zich meebrengt.

Daarom heeft het Grondwettelijk Hof een aantal artikelen vernietigd.

Dat zet echter niet het hele mechanisme van de sociale tarieven op de helling, alleen het financieringsmechanisme tussen de operatoren moet worden herbekeken. In het voorontwerp van wet tot omzetting van het Europese regelgevend kader staat reeds een voorstel voor een nieuwe organisatie van het regulerende stelsel van de sociale tarieven dat rekening houdt met de arresten van het Hof van Justitie en het Grondwettelijk Hof.

Wij hebben de sector geraadpleegd van 18 december 2010 tot 31 januari 2011. Ik hoop het ontwerp spoedig door het Parlement te laten behandelen met het oog op een inwerkingtreding uiterlijk tegen 25 mei 2011.

11.03 **Tanguy Veys** (VB): Heeft de uitspraak ook gevolgen voor de tarieven?

11.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): De consument zal hiervan niets merken.

11.05 **Tanguy Veys** (VB): En de telecomoperatoren?

11.06 **Medewerker van de minister** (*Nederlands*): De facturen die Belgacom in het verleden naar de operatoren heeft kunnen doorsturen, zullen geen juridische basis meer hebben. Er moet dus een nieuw systeem komen.

11.07 **Tanguy Veys** (VB): Kan het dat Belgacom moet terugbetalen?

11.08 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Het effect voor de operatoren onderling zal moeten bekeken worden met de advocaten van de verschillende partijen. Het was vooral een juridisch geschil.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.55 uur.

